

**QUESTION ORALE DE M. MOHAMED OURIAGHLI**, Député du groupe socialiste  
À **MME BARBARA TRACHTE**, Ministre-Présidente du Collège de la Commission  
communautaire française (COCOF)

Concernant « **La lutte continue contre les violences faites aux femmes** »

Madame la Ministre-Présidente,

Malgré les nombreux efforts déployés, la violence à l'encontre des femmes demeure une réalité omniprésente dans notre société et ailleurs. Si la situation internationale reste préoccupante à bien des égards – pensons, par exemple, au cas de Mme Ahou Daryaei en Iran – je souhaite aujourd'hui recentrer la discussion sur des faits qui nous touchent directement.

En octobre dernier, les médias ont rapporté que quatre plaintes avaient été déposées auprès du Parquet de Bruxelles pour des cas de viols et d'agressions sexuelles survenus dans le Bois de la Cambre, à proximité d'établissements de nuit. Cette problématique met en lumière une réalité glaçante : en 2023, pas moins de 700 cas de violences sexuelles dans l'espace public ont été recensés à Bruxelles, selon la Police fédérale.

À l'approche de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, je tiens, avec mon groupe, à réitérer notre soutien au Plan intrafrancophone de lutte contre les violences faites aux femmes, mis en œuvre conjointement par la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Région wallonne et la COCOF. Ce plan accorde une attention particulière à la sécurité des femmes dans l'espace public.

Nous savons que la Commission communautaire française est directement concernée par 28 des 65 mesures du Plan. Alors que la législature arrive à son terme, il est essentiel de dresser un bilan de ces mesures.

Madame la Ministre-Présidente,

- Les 28 mesures prévues ont-elles été intégralement mises en œuvre ? Quelles sont celles toujours en cours, récurrentes, ou n'ayant pas pu être finalisées, et pour quelles raisons ?  
La mesure 12, relative à la création d'un label EVRAS pour les opérateurs menant des animations dans l'enseignement obligatoire, a-t-elle été concrétisée ?

- La mesure 17, visant des campagnes de sensibilisation et de prévention des violences basées sur le genre, revêt une importance cruciale à la lumière des récents événements. Quelles initiatives et actions ont été entreprises par la COCOF à ce sujet ?
- Quel budget a été alloué par la COCOF à la mise en œuvre de ces 28 mesures, et quelles actions ont nécessité les moyens les plus importants ?
- ~~Enfin, le comité d'accompagnement du Plan continuera-t-il à se réunir, notamment pour envisager de nouvelles suites dans le cadre de la prochaine législature ?~~

Je vous remercie pour vos éléments de réponse.



**Mohamed Ouriagli**  
Député groupe PS